

Comptes de l'agriculture de l'année 2014 : hausse des indicateurs de revenu

Les comptes provisoires de l'agriculture de l'année 2014 ont été publiés le 3 juillet 2015 par l'INSEE et le Ministère de l'Agriculture, et indiquent une hausse du revenu agricole en 2014. Cette progression s'explique par la hausse de la valeur de la production de vins et de lait, et la baisse de la valeur des achats des principaux intrants. On remarquera que les estimations du compte prévisionnel de décembre 2014 ont été revues de manière notable dans le compte provisoire de juillet 2015.

Contact : Didier CARAES

Le 3 juillet 2015, l'INSEE et le Ministère de l'agriculture ont publié les comptes provisoires de l'agriculture française pour l'année 2014 dont les indicateurs du revenu agricole sont très attendus et très débattus. En 2014, le revenu d'activité agricole a progressé : + 7, 6 % pour le Ministère de l'agriculture et + 20, 8 % pour l'INSEE (voir encart méthodologique ci-contre pour une explication de ces différences). Ces documents sont denses et riches. On peut se risquer tout de même à une synthèse rapide.

Premier point : l'instabilité s'est ancrée dans l'économie agricole française. La progression (plus ou moins forte selon les indicateurs) du revenu agricole en 2014 suit une dépréciation aussi intense en 2013. Cette instabilité touche désormais tous les secteurs d'activité y compris ceux qui ont été très stables (et donc prévisibles) durant des années à savoir les productions de grandes cultures et l'élevage bovin (lait et viandes) et aussi les productions d'aviculture.

Deuxième point : au regard des comptes régionaux de l'agriculture publiés ce 3 juillet, la géographie des revenus agricoles s'est à peine modifiée au cours du temps : entre 1990 et aujourd'hui, on constate le même partage Nord (hauts revenus moyens) et Sud (bas revenus moyens) avec un léger déplacement du centre de gravité des revenus vers l'ouest (progression des revenus des régions de grandes cultures du Bassin Parisien et du Poitou, et léger repli de ceux de Champagne Ardennes).

Troisième point : depuis le milieu des années 2000 (date à partir de laquelle l'agriculture française entre dans une zone de turbulence structurelle), les revenus agricoles semblent être sur un trend de stabilité de moyen terme.

Et pour finir ce rapide tour d'horizon des comptes de l'année 2014, on soulignera que l'effort d'investissement des exploitations agricoles est constant, même s'il fluctue chaque année au gré des revenus et donc de la trésorerie des exploitations. En deçà de ces analyses globales, on notera que les révisions des estimations de revenu entre la version prévisionnelle des comptes de l'année 2014 (publiée en décembre 2014) et la version provisoire (publiée ce 3 juillet) ont été très fortes et nombreuses. Le calcul d'un compte prévisionnel en décembre est un exercice périlleux qui repose sur un certain nombre d'hypothèses et de prévisions alors même que l'année n'est pas encore finie et les données statistiques incomplètes (forcément). En période de forte instabilité comme aujourd'hui, les prévisions de décembre peuvent être contredites à peine quelques mois après leur publication (dans l'agriculture comme ailleurs). Cela a été le cas pour les comptes de l'année 2014 et cela le sera encore dans les années à venir. Il faut bien souligner que nonobstant la difficulté structurelle du calcul des comptes prévisionnels, ils répondent à une demande émise par la majorité des institutions agricoles qui sont présentes à la Commission des Comptes de l'Agriculture

Nationale. Voilà donc, en quelques mots, ce qu'on peut retirer des comptes de l'agriculture de l'année 2014... et des fortes révisions dont ils ont été l'objet entre la version prévisionnelle de décembre 2014 et provisoire de juillet 2015.

Méthodologie :

La Commission des Comptes de l'Agriculture nationale s'est réunie le 3 juillet 2015 à Paris et a rendu public les comptes sectoriels du Ministère de l'agriculture et les comptes macroéconomiques de l'INSEE.

- les comptes du Ministère de l'agriculture portent sur les grandes et moyennes exploitations dont le chiffre d'affaire structurel (hors variations conjoncturelles) est supérieur à 25 000 € annuels. L'indicateur du revenu du Ministère de l'agriculture est le Revenu Courant Avant Impôts (RCAI : Production + Subventions - Consommations Intermédiaires - Fermage - Charges Financières - Charges salariales - Amortissements) par Actif Non Salarié.

- les comptes de l'INSEE agrègent les résultats de toutes les unités économiques qui produisent un bien ou un service agricole : c'est-à-dire toutes les exploitations (y compris les petites), les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), les Entreprises de Travaux Agricoles (ETA) et les lycées agricoles. L'indicateur de revenu de ces comptes est le Revenu Net de la Branche Agricole par Actif Non Salarié.

Pour les résultats de l'année 2014, les deux indicateurs ont des taux de variations interannuelles assez différents. Cela s'explique par le fait que l'INSEE et le Ministère de l'agriculture ne couvrent pas tout à fait le même champ d'activité agricole comme on vient de le voir. En outre, pour des raisons méthodologiques le Ministère de l'agriculture n'a pas pris en compte la mise en place du CICE (évalué à 250 millions d'€ pour l'agriculture) que l'INSEE l'intègre à ses prévisions (par une augmentation des subventions de + 250 millions d'€). Enfin, techniquement, l'érosion démographique a un fort impact (à la hausse) pour l'indicateur de l'INSEE.

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

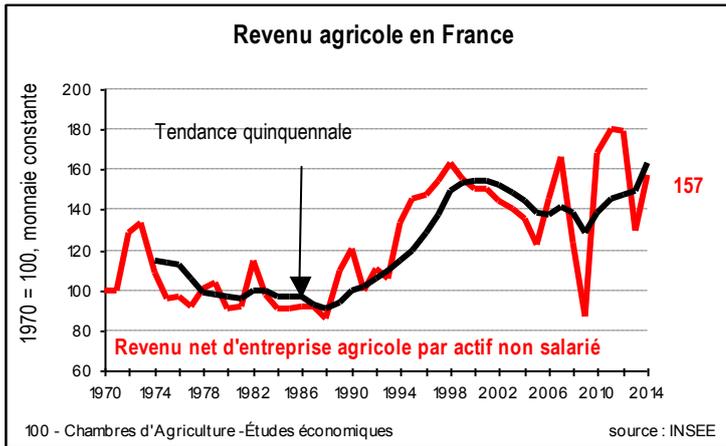
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr
Avec la participation financière du CasDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

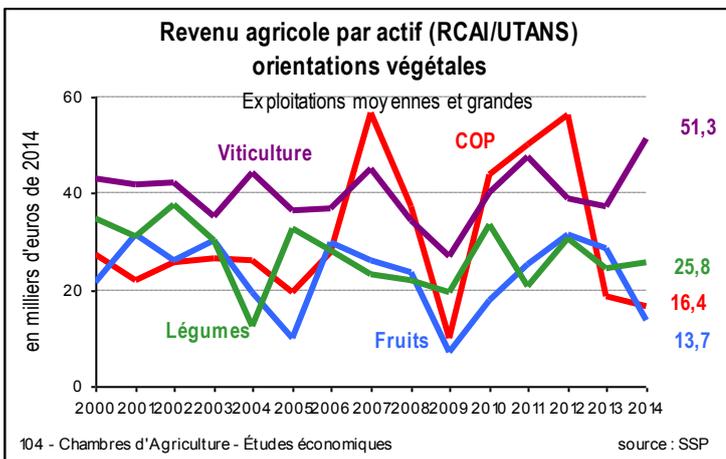
Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Revenu de la branche agricole particulièrement instable depuis plus de dix ans



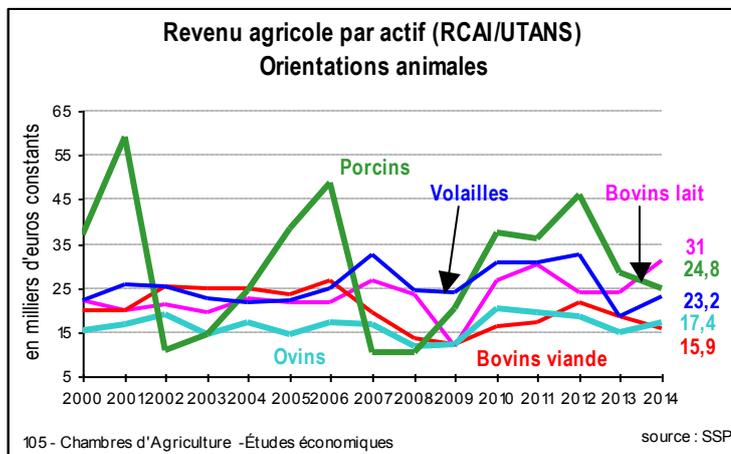
L'INSEE calcule des indicateurs de revenu pour l'ensemble de la branche agricole. Cet indicateur couvre une période large (qui commence en 1959). Sur long terme, on voit nettement que le revenu de la branche agricole connaît des évolutions très heurtées depuis plus de dix ans, ce qui constitue une rupture par rapport à la période 1992-2005 (cycle de hausse et de baisse de revenu étalée sur plusieurs années) et surtout la période 1980 - 1991 (stabilité de moyen terme).

Productions végétales : baisse des revenus en 2014 (sauf en viticulture et maraîchage)



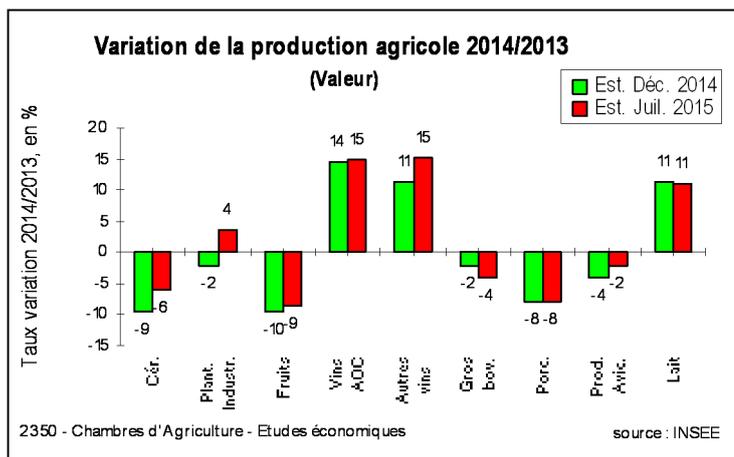
En 2014, les producteurs des filières végétales ont connu une année difficile de très fortes baisses de prix et de nettes dégradations de résultat (que ne compense pas la baisse du prix des intrants). La viticulture échappe à ce constat de même que la production de légumes. On remarquera qu'au gré des évolutions conjoncturelles, la hiérarchie des revenus se redistribue chaque année entre les secteurs de production.

Productions animales : déficit de croissance de revenu pour les élevages bovins-viandes et ovins-caprins



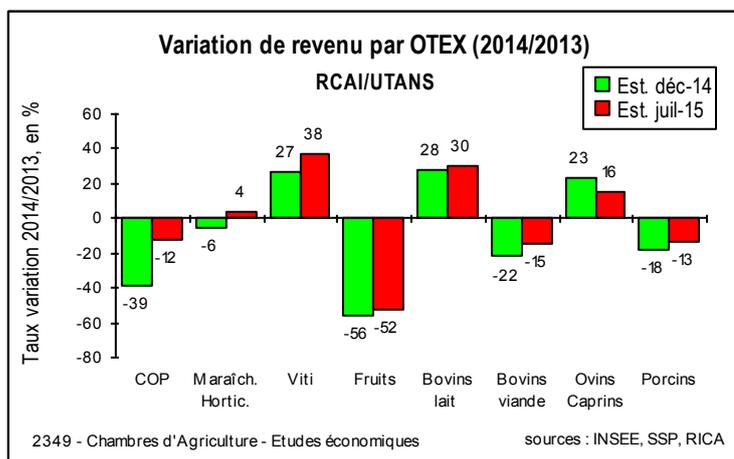
En 2014, les élevages de bovins pour la viande et les élevages d'ovins et caprins dégagent des revenus en-dessous de la moyenne nationale (24 000 € par actif non salarié). Ce n'est pas une situation nouvelle pour ces deux types d'élevage. Pour l'élevage laitier, l'année 2014 se solde par une hausse du revenu moyen mais la sortie des quotas en 2015 ouvre une période d'incertitude pour l'avenir, les prix étant orientés à la baisse depuis janvier.

La croissance des productions laitières et des productions viticoles tirent le revenu agricole à la hausse en 2014



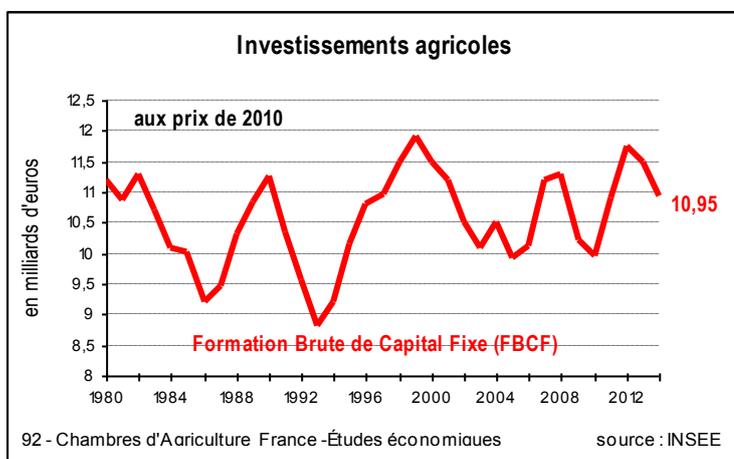
En 2014, la majorité des secteurs de production ont été en difficulté sauf la viticulture et l'élevage laitier. On notera que les révisions des estimations des valeurs des productions agricoles ont été nombreuses et souvent de forte amplitude et pour la plupart d'entre elles vers une hausse plus prononcée (ou une moindre baisse).

Fortes révisions dans les comptes par OTEX



Les révisions macroéconomiques ont un impact fort dans les comptes par OTEX qui (au moment des comptes prévisionnels et provisoires) utilisent les variations de prix et volumes et des productions et des charges des comptes macroéconomiques. A titre d'exemple, en utilisant les données du RICA 2013, on peut calculer (de manière très rapide) qu'un ajustement de 5 % de la valeur de la production de céréales de l'OTEX Céréales Oléoprotéagineux se traduit par une révision de plus de 10 % du revenu moyen de cette OTEX. En 2014, toutes les OTEX ont connu des réévaluations (mais plus ou moins intenses selon les secteurs).

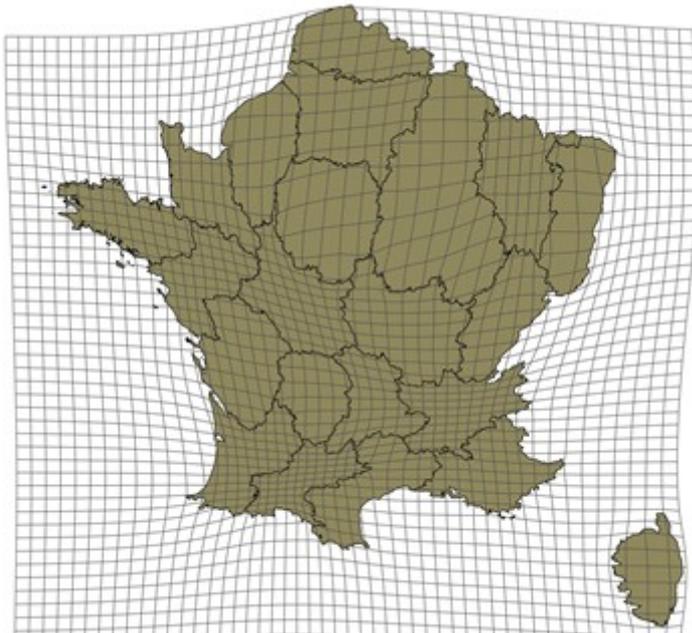
Hausse tendancielle de l'investissement de la branche agricole



On aurait tort de focaliser son attention sur les seules évolutions du revenu publiées par les comptes de l'agriculture (même si elles sont le cœur de ces documents statistiques). D'autres indicateurs sont présentés qui montrent d'autres évolutions importantes de l'économie agricole. Les cycles d'investissements sont heurtés et suivent, à court terme, les évolutions du revenu (et des disponibilités de trésorerie pour investir) mais on note que depuis le milieu des années 2000, l'investissement est sur un trend haussier constant.

Carte des revenus agricoles en « 1990 » : un partage Nord/Sud assez net

RCAI par UTANS en « 1990 », moyenne régionale



Source : SSP, traitement : APCA

Lecture de la carte : la taille du quadrillage se déforme en fonction de la valeur du RCAI par UTANS des régions (euros courants) :

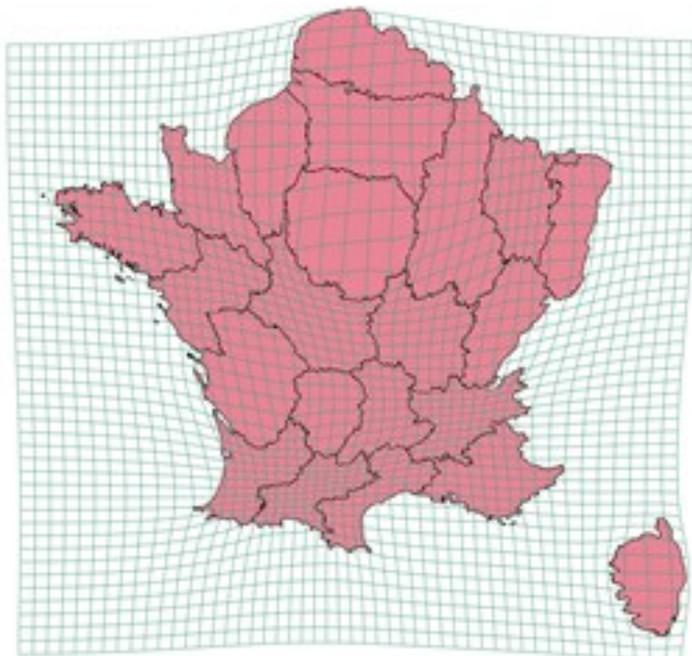
□ 1000 € □ 4 000 €

Sur la carte ci-contre, nous avons représenté les disparités régionales du revenu agricole sous la forme d'une distorsion de la carte de la France Métropolitaine : la surface de chaque région est proportionnelle à la valeur de son revenu agricole moyen par actif (Revenu Courant Avant Impôts par Actif Non Salarié). On obtient ainsi une anamorphose où la géographie agricole de la France Métropolitaine est remodelée par les disparités de revenu.

En « 1990 » (moyenne des années 1989, 1990 et 1991), la géographie des revenus agricoles possède un centre de gravité très ancré au nord-est de l'Hexagone sous le poids des hauts revenus des régions de grandes cultures et de ceux de la viticulture du Nord-Est (Champagne Ardennes). Globalement, on constate aussi un partage Nord/Sud très net (les régions du sud de la France dégagent des revenus agricoles plutôt faibles, au regard des revenus des régions du Nord).

Carte des revenus agricoles en « 2014 » : le partage Nord/Sud est toujours présent

RCAI par UTANS en « 2014 », moyenne régionale



Source : SSP, traitement : APCA

Lecture de la carte : la taille du quadrillage se déforme en fonction de la valeur du RCAI par UTANS des régions (euros courants) :

□ 1000 € □ 4 000 €

En 2014 (moyenne 2012-2013-2014, et selon le même procédé d'anamorphose de la carte précédente), la géographie des revenus agricoles a peu changé par rapport à 1990. On constate le même partage Nord/Sud avec une différence tout de même, c'est que le poids de l'Ouest s'est renforcé au détriment de l'Est en particulier en raison de la hausse des revenus en Poitou-Charente (et de sa spécialisation en production de céréales et d'oléagineux).

In fine, quoiqu'il en soit des variations conjoncturelles de revenu (particulièrement fortes désormais), les disparités économiques restent les mêmes dans la géographie agricole de la France métropolitaine.